

# « Les Palestiniens ne maîtrisent pas l'eau de leur sous-sol »

**PROCHE-ORIENT** Pierre Blanc, géopoliticien, montre que le contrôle des ressources hydriques est contenu depuis le départ dans le projet israélien, au détriment des territoires occupés et des pays riverains.



Réservoir près de Jéricho, dans le nord de la vallée du Jourdain, en Cisjordanie.  
NASSER ISHAYEH/SOPA IMAGES/SIPA

**A**uteur de nombreux ouvrages consacrés au Moyen-Orient, dont *Atlas des Palestiniens. Itinéraire d'un peuple sans État* (Autrement, 2025), coécrit avec Jean-Paul Chagnollaud, le docteur en géopolitique Pierre Blanc montre comment Israël utilise les ressources en eau pour alimenter son projet colonial.

## Quelle est la dimension géopolitique de l'eau au Proche-Orient ?

Le Proche-Orient est le lieu même de l'aridité. Dans cette région se concentre le plus grand nombre de pauvres en eau, autrement dit des hommes et des femmes qui disposent de moins de 500 mètres cubes par an. Si le manque d'eau est associé à l'Afrique subsaharienne, c'est parce que

l'infrastructure y fait défaut plus que la ressource, alors qu'au Proche-Orient c'est un manque de disponibilité qui prévaut. Face à ce déterminisme de la géographie, les populations ont certes construit des réponses sociales, techniques et juridiques au long des siècles pour assurer les besoins fondamentaux, boire et se nourrir. Ce faisant, elles ont fait émerger des civilisations hydrauliques. Mais, du fait de l'accroissement démographique, de la fracturation des bassins hydrographiques par des frontières tracées au XX<sup>e</sup> siècle et, maintenant, du changement climatique, l'eau est devenue un sujet de division. En attisant les rivalités de pouvoir, elle ajoute de la sorte à la conflictualité régionale. On le voit sur le bassin du Jourdain, où Israël règne en tant qu'hydro-hégémonie au détriment des autres pays riverains, de même que sur le bassin mésopotamien, où la Turquie et l'Iran contribuent à assoiffer

les pays d'aval. Sur le Nil, c'est aussi le cas, même si l'hydro-hégémonie égyptienne est maintenant contestée par l'affirmation de l'Éthiopie, qui est le château d'eau du fleuve.

## Comment Israël utilise l'eau pour son projet territorial ?

Dès la conférence de paix à Paris, après la Première Guerre mondiale, la délégation sioniste amenée par Chaim Weizmann avait revendiqué un territoire pour le futur État juif qui épousait l'entière du bassin du Jourdain. Ceci en dit long de l'idée originelle d'une souveraineté politique indexée sur la ressource en eau. Certes, à la suite de cette conférence, Anglais et Français, auxquels des mandats furent octroyés dans la région, avaient contenu ce dessein territorial : la création du Liban au nord ôtait le Litani et le Hasbani du projet de Weizmann, la création de la Syrie au nord-est amputait les eaux du

Golan et la création de la Transjordanie à l'est accordait à celle-ci les affluents orientaux du Jourdain. Dans ce qui restait de la revendication de Weizmann, autrement dit la Palestine, sous mandat britannique, les juifs devaient se partager l'eau avec les Palestiniens. Mais, dans les faits, le dessein de Weizmann s'est progressivement réalisé, et ce par la force. Après la guerre des Six-Jours, en 1967, les aquifères de Cisjordanie sont passés sous contrôle strict d'Israël, le Golan a été pris à la Syrie avant son annexion en 1981, tandis que les eaux du Liban du Sud ont été tenues à l'écart des projets hydrauliques libanais du fait de l'occupation



**PIERRE BLANC**  
Professeur de géopolitique, Bordeaux Sciences Agro et Sciences-Po Bordeaux

par Israël de 1978 à 2000, puis de sa stratégie de dissuasion pour tout projet sur ces mêmes eaux : en 2002, alors que le Liban voulait exploiter ses eaux du Sud pour établir une agriculture en capacité de nourrir les populations et les y fixer, Ariel Sharon a menacé de réoccuper cet espace. Rien n'a été permis ensuite.

Au Liban, comme dans tout son voisinage, Israël est ainsi consacré puissance hydro-hégémonique tant il a poussé au maximum son avantage hydrique.

## Les Palestiniens sont-ils maîtres de l'utilisation de l'eau pour leurs besoins humains et agricoles ?

Dans ce contexte, les Palestiniens ne maîtrisent pas l'eau qui coule pour l'essentiel dans leur sous-sol. À partir de 1967, Israël a mis en place des mesures pour prévenir de trop forts prélèvements palestiniens dans les aquifères de la montagne. Tout permis de forage devait dorénavant être délivré par Tel-Aviv, empêchant dans les faits tout creusement de puits palestinien dans les stratégies aquifères occidentale et nord-orientale, dont les eaux pouvaient s'écouler vers son territoire. Cette politique d'autorisation a été accompagnée, à partir de 1975, d'un contrôle de l'irrigation palestinienne, qui est le principal usage. Enfin, le distributeur d'eau potable en Cisjordanie, le West Bank Water Development, a été mis sous contrôle d'Israël. Mais alors que les Palestiniens payaient des impôts, leur

réseau d'eau potable a été peu développé par l'administration civile israélienne (plus de 200 villages n'étaient pas connectés à un réseau et devaient acheter de l'eau à des vendeurs dans des conditions aléatoires). À partir de 1982, la société Mekorot (la compagnie des eaux nationale d'Israël - NDLR) s'est implantée en Cisjordanie pour approvisionner les colonies depuis l'aquifère oriental, dont les eaux ne s'écoulent pas vers Israël. Elle vend aussi cette ressource aux localités palestiniennes connectées à son réseau, qui en sont devenues ainsi dépendantes pour un service lacunaire. Les Palestiniens doivent alors se résoudre à acheter de l'eau plus chère à des fournisseurs ou à utiliser des eaux de sources souvent polluées. Du fait de cette asymétrie politique, près de 80 % des eaux des nappes sont contrôlées par Israël, l'aire de captage se situant pourtant à 75 % en Cisjordanie. Non seulement le volet hydraulique des accords d'Oslo (1993) a reconnu ce déséquilibre, mais la construction du mur est venue porter un coup supplémentaire à la souveraineté hydraulique des Palestiniens. Cet ouvrage vient séparer les territoires palestiniens de certains puits agricoles désormais disposés du mauvais côté. L'aire de captage des eaux de la nappe occidentale tend ainsi à se retrouver davantage du côté israélien. Or, c'est dans cette région que se trouvent les champs de captage les plus productifs de l'aquifère occidental. À cela s'ajoute que les sources, normalement laissées à l'usage des Palestiniens dans le cadre des accords d'Oslo II (1995), sont entravées pour certaines par les colonies qui les voient. Quant à la bande de Gaza, les prélèvements d'eau par Israël mettent sous pression la nappe côtière qui alimente aussi les Palestiniens de l'enclave. L'eau de la mer s'infiltrera alors sous le territoire gazouï, accroissant la salinité. Qui plus est, le blocus ne facilite pas l'importation de matériaux destinés à la construction d'infrastructures d'assainissement. Mais, depuis la guerre totale entamée en 2023, l'enclave est passée d'une crise à la catastrophe hydrique et humanitaire que l'on sait. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE BARBANCEY

## La région Paca collabore avec des entreprises israéliennes

Ce mercredi, la collectivité dirigée par le macroniste Renaud Muselier reçoit des sociétés spécialisées dans la gestion de l'eau. Des associations dénoncent une réunion « au mépris du droit international ».

C'est une « fuite » dont se serait sans doute bien passé Renaud Muselier, le président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca). Le petit programme concocté par RisingSud, l'agence d'attractivité et de développement de cette même région, devait rester bien discret mais le voilà éventé. Ce mercredi, l'élu reçoit une délégation de dix sociétés israéliennes spécialisées dans les technologies de l'eau. Celles-ci rencontreront également des entreprises régionales avant une double visite : le centre de télégestion de la Société du canal de Provence, puis le barrage de Bimont, exploité par cette société d'économie mixte.

Une journée entre partenaires économiques comme si de rien n'était, dans le cadre d'une coopération née en 2023. Cette année-là, Emmanuel Macron missionne la région Paca comme « région pilote de la planification écologique » pour l'ensemble du pays. Et la majorité de droite choisit alors de nouer des relations étroites

avec les acteurs de la gestion de l'eau en Israël. La même année, la Société du canal de Provence signe un partenariat avec Mekorot (compagnie des eaux d'Israël). « Israël nous fera bénéficier de son savoir-faire et nous répondrons ensemble à des appels d'offres internationaux », se réjouissait Jean-Marc Philip, directeur à l'époque de la Société du canal, alors que la réalité d'un apartheid de l'eau était déjà mise au jour. La guerre à Gaza n'a en rien modifié ces relations. Renaud Muselier et Christian Estrosi, président délégué de la région Paca, maire de Nice et soutien indéfectible des politiques de Benjamin Netanyahu, en « assumant » même la continuité.

Or, pour un certain nombre d'associations (parmi lesquelles Eau bien commun Paca, AFPS Palestine 13, Collectif eau Ventoux, Cad'eau, Stop arming Israël 13, BDS Provence, CGT du conseil régional), d'organisations politiques (La France insoumise, L'Après) et d'élus locaux (notamment Sébastien Barles, adjoint au maire de

Marseille), « les entreprises israéliennes de gestion de l'eau participent au génocide à Gaza ». Elles demandent purement et simplement l'annulation de cette réunion.

### UN VÉRITABLE APARTHEID

« Renaud Muselier convoque cette réunion au mépris du droit international », a dénoncé, lors d'une conférence de presse, Bernard Mounier, président d'Eau bien commun en Paca, qui cite les ordonnances de la Cour internationale de justice estimant qu'Israël et les territoires occupés et annexés ne constituent qu'une seule entité. Tel-Aviv est donc juridiquement responsable de ce qui se passe à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et dans le Golan syrien. Les entreprises, publiques comme privées, également.

Or, comme le rappellent dans un communiqué les organisations, « Israël accapare l'eau en Cisjordanie et au Liban du Sud depuis des décennies avec l'aide de l'ensemble des entreprises israéliennes du secteur, à la fois publiques comme Mekorot ou privées comme Netafim. Depuis le 7 octobre 2023, Tel-Aviv détruit aussi systématiquement les réseaux d'accès à l'eau à Gaza. Un véritable apartheid de l'eau est imposé en Palestine par l'occupant. » « Cette coopération et cette réunion nous entraînent, la région et ses habitants, dans une complicité de génocide, et nous n'en voulons pas », tranche Anti, du réseau Hydre, au nom du collectif d'organisations. ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX

### COLLOQUE LES "EXPERTS" DE TEL-AVIV À L'ASSEMBLÉE

Lundi s'est tenu à l'Assemblée nationale un colloque franco-israélien consacré à la gestion durable de l'eau. Organisé par l'Union des Français de l'étranger et la chambre de commerce et d'industrie Israël-France, en présence de l'ambassadeur d'Israël Joshua Zarka, il a été ouvert par Caroline Yadan, députée de la 8<sup>e</sup> circonscription

des Français de l'étranger. « La France et Israël disposent d'expertises complémentaires et d'un partenariat stratégique précieux (...). À l'heure où certains choisissent l'opposition et la fracture, nous avons ainsi réaffirmé la voie du dialogue, de la coopération et des solutions concrètes », s'est-elle félicitée sur X.



Dix ans après la signature de l'accord de Paris et à quelques jours de l'ouverture de la COP30 à Belém, au Brésil, retrouvez un décryptage complet des enjeux pour mener le combat du siècle. Analyses, reportages, portraits, grands entretiens...

#### JE COMMANDE \*

Le hors-série les Clés pour sauver le climat au prix de 4,90 € + 3 € de frais de port \*\*  
soit 7,90 € x \_\_\_\_\_ exemplaire(s) = \_\_\_\_\_ €  
Total de ma commande : \_\_\_\_\_ €

PRÉNOM \_\_\_\_\_  
NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_  
E-MAIL \_\_\_\_\_

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours \*\* France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN



Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone

**l'Humanité** **l'Humanité** **Humanité.fr**  
magazine